

4 mai 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du sommet des pays industrialisés, Bonn, samedi 4 mai 1985.

LE PRESIDENT.- Après la déclaration commune, lue par le chancelier Kohl, je veux vous présenter les points sur lesquels il y a eu des divergences de vue ces derniers jours et particulièrement ces dernières heures. Je vous laisserai le soin de poser des questions qui vous sembleront utiles et opportunes et c'est en vous répondant que je vous préciserai mon propre point de vue. Mieux vaut éviter les répétitions inutiles. Je suis donc à votre disposition maintenant pour répondre à vos questions.

- QUESTION.- Pouvez-vous nous préciser pourquoi la France n'a pas accepté le projet de réunion du Gatt en 1986 ?

- LE PRESIDENT.- Pour plusieurs raisons. Vous me permettrez cependant, avant d'être exactement dans le vif du sujet sur lequel vous m'interrogez, d'indiquer que la France a pris une position depuis déjà longtemps contre toutes les formes de protectionnisme qui sont nombreuses et répétées. Aussi avons-nous estimé que pour réussir ce que l'on appelle dans le langage habituel "un nouveau round commercial", il fallait que tous les domaines de l'activité économique et des échanges fussent traités et en particulier, ce qui jusqu'ici n'a guère été saisissable : les services en particulier et les normes qui pèsent lourd sur les déséquilibres actuels, derrière lesquels s'abritent les pires protectionnismes. Dans l'état actuel des travaux internationaux, spécifiquement au sein du Gatt, on sait bien que cette étude est à peine ébauchée.

suite réponse sur le projet de réunion du GATT en 1986` Si bien que je, selon les dires-mêmes du directeur du Gatt, les seules questions en mesure d'être débattues au cours des prochains mois, peut-être des 18 prochains mois, sont les problèmes agricoles. Ce petit préambule est fait pour arriver à préciser mon point de vue. J'en arrive, pour que vous puissiez le noter, aux réponses que je vous dois. La première est qu'il me paraît indispensable de préparer et de défendre, dans un souci de justice, les intérêts de l'agriculture, de la politique agricole commune. Mon premier souci était de protéger, dans les conditions raisonnables, cette construction qui fut si longue à élever et qui s'appelle la politique agricole commune. Simplifions : l'Europe.

- La deuxième raison en est que je ne crois pas sage de précéder exagérément le moment où les pays du tiers monde se seront prononcés. Ils doivent être consultés. Le Gatt est une institution. Elle a des structures. C'est en son sein que les décisions doivent se prendre pour aboutir au plus large consensus, pour employer le langage de ce genre d'affaires. Il faut avoir la plus large consultation. Donc mon premier souci était l'Europe, au travers de la politique agricole commune. Mon deuxième souci a été la concertation avec le Gatt.

- Et mon troisième souci a été de développer les conversations monétaires, en même temps que les conversations commerciales et qui donne l'accord au sommet industrialisé à la motion adoptée par l'OCDE, qui a été adoptée avec le vote français, et dans laquelle, un certain nombre de développements étant faits, il était noté, mais cette fois-ci, à la demande de ceux qui désiraient 1986, que certains souhaitaient que les démarches prévues par l'OCDE fussent engagées dès 1986. Certains, ce qui veut dire que d'autres, dont nous étions, n'y étaient pas favorables, dans ce sens que, si nous estimons que ces négociations commerciales doivent reprendre le plus tôt possible, le plus tôt possible ne sera possible que lorsque les trois conditions que je viens de poser seront rassemblées - du moins lorsqu'elles offriront un champ suffisamment vaste pour estimer que nous ne sommes pas allés au delà de ce qu'il convient de faire.

vaste pour esquisser que nous ne sommes pas allés au delà de ce qu'il convient de faire.

- Nous avons observé la même réserve sur le paragraphe qui évoque le système monétaire international. Je pense que les deux textes, les textes français, l'un sur les négociations commerciales, l'autre sur les négociations monétaires, vous ont été déjà transmis. Ils expriment très clairement ce qui est ma pensée.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous disiez tout à l'heure qu'il y a le dit et le non dit. Avant que vous n'arriviez, nous jouions avec nos confrères américains à un petit jeu, à un pari. S'il y avait la date, vous l'aviez perdu. Si elle n'y était pas, vous l'aviez gagnée. En définitive, qui est-ce qui a gagné ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question qui n'a pas de sens. Les sommets ne sont pas un ring avec des boxeurs. C'est à vous de juger. Quand on me demande la date de 1986 pour des négociations qui sont peu préparées, je dis non. C'est aussi simple que cela. On dit que je suis isolé. D'ailleurs au sein de ce sommet, je ne l'ai pas été absolument. Ensuite, quand ce serait, j'ai beaucoup de compagnons à l'extérieur de ce sommet.

- QUESTION.- Lorsque le Président américain `Ronald Reagan` est arrivé, il a quand même obtenu, sitôt son arrivée, cette date de 1986.

- LE PRESIDENT.- Il l'a obtenue dans un certain nombre de débats, de conversations bilatérales. Ce n'est pas la question. Je ne l'estime pas - c'est à vous d'estimer - . Je dis qu'on m'a posé une question sur la date de 1986 et dans l'état d'impréparation de cette négociation, j'ai dit non. C'est à vous d'apprécier le reste.

- QUESTION.- Sur la question monétaire, estimez-vous que cette conférence a permis de faire quelques progrès ?

- LE PRESIDENT.- Si on se fie au vocabulaire, oui. Si on cherche les intentions, je ne peux pas l'assurer.\

QUESTIONS.- Monsieur le Président, est-ce qu'on a un avantage pour un pays comme le nôtre à être comme vous venez de le dire, relativement isolé ?

- LE PRESIDENT.- Mais nous ne sommes pas isolés par vocation, ni par choix ! Nous le sommes, en raison de notre responsabilité par rapport à la France et aux producteurs français, responsabilité par rapport à l'Europe. Car moi, je me suis contenté de développer avec la plus extrême fidélité ce qui était contenu dans la résolution de la Communauté économique européenne `CEE`, et ceux qui ont la vue fine ont pu relever que mes amendements étaient exactement repris de la résolution de la communauté des dix. Donc, ce n'est pas une vocation. Sur ce problème là, la France a estimé nécessaire de maintenir une attitude qu'elle juge conforme aux intérêts de l'Europe, aux intérêts du tiers monde, sous deux aspects, l'aspect agricole particulièrement, mais aussi l'aspect des relations entre le Nord et le Sud, entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

- Ma dernière réponse sera tout simplement : la France doit rester fidèle aux engagements fondamentaux qui sont les siens. Il faut que l'Europe existe.

- QUESTION.- Monsieur le Président au sujet du tiers monde, il y a eu, dans la déclaration finale, un soutien pour le fonds monétaire international. Est-ce que vous n'avez pas discuté des effets destabilisateurs du fonds monétaire international ?

- LE PRESIDENT.- Mais je connais cela par coeur ! Je suis intervenu tous les quatre matins pour qu'en effet, les conditions posées à l'égard de tel ou tel pays d'Afrique et ceux qui sont le plus dans le collimateur, soient traitées avec plus de souplesse. D'ailleurs, le mot souplesse figure dans le texte "plus de souplesse"... Cela reste quand même dur.\

QUESTION.- Est-ce que vous n'êtes pas préoccupé justement par le fait que la voix de la France n'a pas été suivie dans cette assemblée ?

- LE PRESIDENT.- A l'intérieur des pays européens vous voulez dire ?

- QUESTION.- Par rapport au sommet de Milan, qui est un rendez-vous européen très important, est-ce que vous n'avez pas été troublé par cette discordance ?

- LE PRESIDENT.- Autant que vous, monsieur.

- QUESTION.- Vous semblez être choqué par le fait que l'on ait interprété que vous étiez isolé ?

- LE PRESIDENT.- Même si j'ai paru choqué, je dirai que si je défends une cause juste, si j'ai le

droit avec moi, j'en suis d'autant plus fier. Je ne suis pas choqué du tout. C'est la façon dont je vous ai répondu qui vous le laisse penser ?

- QUESTION.- Vous pouviez être isolé, tout en défendant une cause juste et vous avez quand même remonté, vous le reconnaissez, un terrain qui semblait être perdu, mais enfin gagné à l'avance par M. Reagan.

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie de votre -concours, mais ce qui est vrai, c'est aussi ce que j'ai dit tout à l'heure et que vous avez certainement, en journaliste très informé, très subtil, noté, à savoir qu'être un peu seul, pas tout à fait, à Bonn, ne signifie pas être seul dans le monde. La démonstration en sera vite faite. Si l'on observe les progrès que pourrait faire la mise en place de la négociation du Gatt.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez eu le sentiment pendant ce sommet que l'Europe existait ?

- LE PRESIDENT.- Oui, et ce n'est pas, dans mon esprit, l'occasion d'un bon mot. L'Europe a de la peine à se faire. Elle a accompli de très grands progrès, vous le savez, depuis sa naissance, et particulièrement au cours de ces derniers mois. Elle a su surmonter des problèmes difficiles, mais elle se fait. Il reste encore à élargir ses compétences, après avoir élargi son aire géographique et politique. Mais c'est une -entreprise difficile. Et, dans des circonstances comme celle-ci, où l'Europe en effet n'est pas seule, elle se trouve associée, ce qui est dans beaucoup de domaines très heureux, aux Etats-Unis d'Amérique, au Canada -ils sont américains, permettez-moi de la souligner - et au Japon, dont on dira qu'il n'est quand même pas très européen. Cela représente un -facteur de débats très intéressant et qui ne suppose pas acquis les points principaux de la défense de l'Europe.\

QUESTION.- Vous n'avez pas eu l'impression, à un moment donné, à votre arrivée, que M. Kohl avait déjà, par avance, lâché certaines choses et un petit peu abandonné les thèses françaises ?

- LE PRESIDENT.- Je lui ai posé la question et il m'a dit que non. Mais ce qui est certain c'est que, dès mon arrivée ici, surtout dans les premières heures de mon arrivée, j'ai constaté qu'un certain nombre de conversations bilatérales avait précédé le débat général. Cela ne pouvait que m'enraciner dans ma décision.

- QUESTION.- Monsieur le Président, dans le premier paragraphe de votre déclaration, vous faites allusion à un groupe de fonctionnaires qui permettra de conclure les négociations, etc...

- LE PRESIDENT.- Mais ce texte est repris par la résolution qui a été lue par le Chancelier Kohl. Vous trouvez le même paragraphe dans la résolution commune et dans le texte. Malheureusement, pas dans les autres.

- QUESTION.- Est-ce que cela fait allusion à des réunions déjà prévues ?

- LE PRESIDENT.- Déjà prévues, dont certaines ont déjà eu lieu, mais c'est le futur parce que cela ne veut pas dire grand chose de recommencer le passé. C'est la même chose, nous parlons de la même chose.

- QUESTION.- Comment la France compte-t-elle faire appliquer ses propositions sur les négociations commerciales et sur les négociations monétaires internationales ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, il s'agit du projet français. Ce projet n'a pas été retenu, en tout cas pas sous cette forme. Alors, ensuite, vous me demandez quelle sera la tactique de la France. Nous ne sommes pas du tout de mauvaise volonté, nous ne sommes pas de mauvais compagnons. Mais, il est évident que nous ne favoriserons pas les démarches que nous n'approuvons pas. N'oublions pas qu'il s'agit de nos amis, de nos alliés, une donnée qui est constamment présente à notre esprit.

- QUESTION.- Vous nous avez dit que la France n'était pas isolée. Pourriez-vous nous dire quels pays ont soutenu la position française sur les négociations commerciales ?

- LE PRESIDENT.- Est-ce que c'est mon rôle de commettre des indiscretions ? Non. On dira peut-être qu'au point de départ il y en avait. Ne parlons pas de la Commission européenne dont le rôle est particulier. Il y en avait six hostiles au projet français qui, chemin faisant, sont peut-être devenus cinq et deux, cinq et demi... Je ne veux pas me hasarder dans ces calculs si compliqués !\

QUESTION.- Est-ce que vous pouvez nous préciser quelle a été, pour vous, pour la France, l'utilité de ce sommet ? Est-ce que le scepticisme dont vous tentiez de faire preuve, les années précédentes, à l'égard de telles rencontres, est plutôt renforcé ou allégé ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, ce type de rencontre, je ne vais pas me répéter, d'année en année, me pose toujours les mêmes problèmes. C'est plutôt un problème de méthode, de procédure, de bonne définition de l'objet même de ces rencontres. Mais, en soi, ces rencontres sont heureuses et même, sans doute, nécessaires, quand elles ne se déroulent pas sur mes raisonnements. Y compris celle de cette année. Et l'Allemagne n'est pour rien dans cette déviation qui a commencé dans les années... je dirais, il y a sept ou huit ans.

- QUESTION.- Monsieur le Président., après le déroulement de ce sommet, est-ce que les rapports franco-allemands se présentent d'une façon différente de ce qu'ils étaient avant ce sommet ?

- LE PRESIDENT.- Nos relations sont fondées sur un bon et solide réalisme mutuel, à quoi on ajoute une espérance et une volonté communes de bâtir l'Europe. Mais nos intérêts ne sont pas automatiquement identiques. Il n'y a pas d'harmonie préétablie, dans la société des hommes. Je ne sais pas s'il y en a ailleurs.

- QUESTION.- Monsieur le Président, considérez-vous, à la lecture des paragraphes consacrés à l'Afrique que l'essentiel des propositions françaises formulées à ce sujet, le plan d'urgence, a été repris ?

- LE PRESIDENT.- Oui, pas simplement l'essentiel, mais presque le mot à mot.

- QUESTION.- Monsieur le Président, il y a deux ans, vous avez proposé l'idée d'un nouveau Bretton Woods. Est-ce que vous pensez que vous avez fait des progrès dans cet objectif ?

- LE PRESIDENT.- C'est une marche lente. On dit ça dans les classiques de la musique. C'est une marche assez lente.\

QUESTION.- Est-ce que le cimetière de Bitburg ` visite de R. Reagan au cimetière militaire de Bitburg en RFA ` n'a pas quand même pesé sur ce sommet ?

- LE PRESIDENT.- En tant que discussion entre pays responsables, ayant beaucoup de choses à faire ensemble, non. Le problème de Bitburg se pose dans la conscience - je ne me suis pas interrogé - dans la conscience de chacun, pas autrement.

- QUESTION.- Monsieur le Président, quelle a été votre réponse quand le Président Reagan vous a demandé si la France était intéressée à participer au programme de recherche IDS ` initiative de défense stratégique ` ?

- LE PRESIDENT.- En effet, c'est le seul moment où la question a été franchement abordée. Et, lors de mon entretien, dès mon arrivée, avec le Président Reagan. Ensuite, au cours d'un dîner, j'ai eu comme cela quelques conversations, mais pas de débat organisé. Donc vous situez bien le moment où j'ai exprimé le plus simplement du monde mon avis. Si on veut comme cela, dans un débat idéal, le projet technologique m'intéresse. Pour le projet stratégique, en réalisant une projection intéressante sur l'avenir, il est vrai, l'homme se rendra maître de l'espace, mais ce n'est pas fait. Il est bon de prévoir, mais il faut aussi assumer les responsabilités du présent. Et, tout bien pesé, avantages, inconvénients, j'ai dit au Président Reagan que la France ne participerait pas.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le Premier ministre canadien, en quittant Londres, nous a dit qu'il ne permettrait pas que la France soit isolée au sommet de Bonn et qu'auparavant son personnel politiques nous faisait savoir que le Premier ministre canadien venait ici dans le but d'y jouer un rôle de médiateur. Avez-vous le sentiment qu'il l'a fait ?

- LE PRESIDENT.- Il a été constamment extrêmement conciliant. Il était par là-même conciliateur. Donc il a rempli les rôles d'un responsable d'un pays avec lequel la France entretient de bonnes relations. Mais les autres aussi, après tout. En même temps, en effet, il a constamment recherché la conciliation. S'il n'y est pas parvenu, ce n'est pas de sa faute. Donc cela dit, il y a des réalités politiques qui s'imposent et il a rejoint les siennes, qui n'étaient pas les miennes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, quelle conclusion tirez-vous du fait que M. Reagan propose aux européens de participer à l'IDS ` initiative de défense stratégique ` en tant que sous-traitants

aux européens de participer à l'IDS initiative de défense stratégique en tant que sous-traitants ?

- LE PRESIDENT.- C'est le mot que je crois avoir entendu. Il n'a fait que confirmer mes intuitions. Le mot sous-traitant, remarquez que le mot a été dit en anglais.

- QUESTION.- Quelles étaient vos intuitions, monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Mais vous les connaissez, je crois les avoir dites clairement à l'instant. J'ai dit que la France n'avait pas l'intention de participer. Elle comprend très bien que les Etats-Unis d'Amérique se dirigent dans ce sens, c'est de leur responsabilité.

- Mais encore une fois, la nécessité pour la France, pour nos pays d'Europe, de préserver leur capital d'intelligence, de compétence, de technologie, de cerveaux, tout cela doit être mobilisé autour d'un projet qui sera européen. Certes, on pourrait penser que ce n'est pas incompatible. Cela ne l'est pas intégralement. Il peut y avoir des bonds, des passerelles, mais aussi des ponts de l'un à l'autre.

- Mais on ne peut discuter que de ce que l'on connaît, or je ne connais pas le contenu de la proposition américaine. C'est-à-dire, quel rôle ? La participation, dans quel secteur de production technologique ? Suis-je assuré d'obtenir que ce qui intéresse mon pays, que ce qui intéresse l'Europe, sera ce qui sera précisément concédé, c'est le terme employé. Je ne sais rien de tout cela, je n'en sais pas plus que vous, peut-être moins.

- C'est une grande idée, elle n'a pas été exprimée, il y a trois mois, elle a été exprimée il y a plus de deux ans. Disons que la proposition à l'Europe est, elle, plus récente. Mais je ne méprise rien. Je considère, je le répète, en effet, que la stratégie passera par l'espace.\

` suite réponse sur le projet Eureka et l'IDS ` Mais beaucoup d'éléments doivent intervenir qui peuvent permettre aux pays d'Europe d'assurer leur propre maîtrise qui commence par leur propre connaissance. Voyez bien Ariane. Voyez, il y a Hermes, voyez, il peut y avoir demain beaucoup d'autres réalisations. Certaines sont connues, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne. C'est en France qu'existent les grands miroirs qui permettent de donner aux lasers leur maximum d'intensité. C'est en France qu'existent les tuyères qui permettent d'évacuer, au meilleur prix et avec le meilleur résultat, des gaz accumulés dans les culots des fusées. Et puis chacun a des avancées ici ou là.

- Il me semble que l'Europe devrait faire le recensement, non pas à des fins militaires, mais de la connaissance et de la maîtrise de l'espace, en vue de mettre au point ou de parfaire certain nombre de technologies. La France en a proposé six, six domaines, dont le premier est la rapidité de l'information, (un milliardième de seconde entre la question et la réponse et plusieurs dizaines de millions de réponses en même temps). Cela, c'est déjà tout à fait à notre portée. Donc, je voudrais vraiment que l'Europe se consacre à cette tâche qui est une tâche à caractère civil, et même si des travaux militaires ou des découvertes militaires viennent apporter un élément supplémentaire à notre connaissance. On peut très bien avoir des échanges de communications, de vues, d'informations avec les Etats-Unis d'Amérique et cela serait très heureux. Mais, dans la forme actuelle de cette proposition, je répèterai ce que j'ai dit : non, la France ne participera pas.

- Ce qui ne veut pas dire que nous nous serons à jamais sur cette route qui, sans aucun doute un jour nous réunira, pas simplement les pays dont je parle, mais l'ensemble des puissances qui se trouvent à la pointe du progrès.\

` suite réponse sur le projet Eureka et l'IDS ` Je sais et vous savez, que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique ont inscrit cet aspect des choses dans le programme de la conférence de Genève. Je ne crois pas souhaitable, au moment où je m'exprime, d'aller vers une forme de surarmement, alors qu'il serait sage d'obtenir divers stades de désarmement. Je n'en disconviens pas, la stratégie que connaîtront vos enfants sera spatiale. Ce n'est donc pas un sujet dont je me désintéresse.

- QUESTION.- Que se passera-t-il, monsieur le Président, si d'autres pays européens acceptent eux de coopérer à ce programme ?

- LE PRESIDENT.- Chacun de ces pays est souverain. J'espère simplement qu'ils ne distrairont pas ce qu'ils ont de meilleur dans des travaux et des recherches qui ne seraient pas européens.

- QUESTION.- Mais plus précisément, monsieur le Président, la position très favorable du

Chancelier Kohl, pour participer à l'initiative américaine, est-ce que cela affaiblit votre projet Eureka ?

- LE PRESIDENT.- J'espère que non. Ce matin, il m'a donné un plein accord. Si vous voulez même des précisions, nous nous sommes amicalement disputés une préséance, lors de l'annonce, car M. Genscher avait commencé de le faire. Mais enfin nous sommes d'accord pour le projet Eureka. C'est dire à quel point nous avons travaillé intimement avec l'Allemagne. Donc j'espère que non.\

QUESTION.- En affirmant que vous ne voulez pas fixer une date pour l'ouverture des négociations commerciales pour lutter contre le protectionnisme avant que les pays en voie de développement n'aient été consultés, ne mettez-vous pas ces pays en position d'arbitre ?

- LE PRESIDENT.- Je suis à fond contre le protectionnisme. Le problème est de savoir quelle est la meilleure méthode. Et entre dire que l'on fait des pays du tiers monde des arbitres et au fond des décideurs en la matière, et les consulter pour avoir leur avis avant décisions, c'est une marge. C'est cette marge que je demande. Je ne dis pas que je me rangerai à l'opinion des pays du tiers monde, qui d'ailleurs ne s'exprimeront peut-être pas d'une seule voix. Je dis que leur avis doit d'abord être obtenu. Cela me paraît de meilleure méthode.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous parlé de l'embargo décidé par les Etats-Unis sur le Nicaragua, et quelle est, à ce sujet, la position de la France ?

- LE PRESIDENT.- Il en a été question dans le débat des ministres des affaires étrangères. Quant à la façon dont les choses se sont passées, il ne m'appartient pas de vous l'indiquer, ni de vous dire qui a dit quoi. Ce n'est pas mon affaire, je n'en suis pas chargé. Vous me posez une question tout à fait judicieuse sur ce qu'en pense la France. La France travaille depuis déjà longtemps en harmonie et en relations avec le groupe de Contadora. Et c'est le moins qu'on puisse dire, le groupe de Contadora n'avait pas prévu, l'embargo. Ni prévu ni recommandé. Vous connaissez cette figure grammaticale française qui s'appelle la litote ? Enfin des journalistes, on ne peut pas exiger peut-être de connaître la grammaire française quand beaucoup d'autres pays disposent d'une langue et d'une grammaire différentes des nôtres. Ne parlons pas d'obstacle, disons tout simplement que la France pense, que par -rapport à l'Amérique centrale, la démarche des pays occidentaux devrait être tout à fait différente. Je répète cela depuis trois ou quatre ans. Vous m'avez entendu. Dois-je me répéter ?\

QUESTION.- Monsieur le Président, on va interpréter comme un échec pour la diplomatie franco-américaine qu'on n'ait pas pu fixer un nouveau "Gatt round" ? Est-ce que vous n'avez pas peur des tendances protectionnistes des Etats-Unis et est-ce que vous n'avez pas donné aux protectionnistes qui sont assez forts aux Etats-Unis l'occasion de promouvoir d'autres stratégies bilatérales et non pas multilatérales dans le commerce extérieur ?

- LE PRESIDENT.- Je m'occupe beaucoup de la France. Je ne suis pas encore chargé de défendre chaque pays du monde contre lui-même. En vérité, les Etats-Unis d'Amérique ont obtenu que la plupart - ce sont les mots retenus dans le texte - des participations ont approuvé leur position. Vous voyez que c'est un échec. Mais la plupart, cela veut dire qu'il y en a quelques-uns qui ne le pensaient pas. En effet, la France ne se trouve pas - nous n'allons pas le dissimuler davantage - dans la plupart.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous considérez que ce sommet était, pour l'alliance un succès, dans l'ensemble, ou un échec de quelque chose ou entre les deux ?

- LE PRESIDENT.- Il y a beaucoup d'éléments tout à fait positifs. La résolution est très longue, elle traite de beaucoup de sujets. En effet, elle a achoppé quant à l'unanimité sur deux questions : la date des négociations commerciales et le processus, la rapidité du processus monétaire. Disons l'allure, ne disons pas rapidité. L'allure, le rythme des négociations monétaires, c'était le point d'achoppement avec quelques détails de-ci de-là, mais qui n'ont pas empêché l'accord. Donc, il ne faut quand même pas négliger les très nombreux aspects qui font que les pays associés dans ces sommets ont de plus larges raisons de s'entendre que de se quereller.

- QUESTION.- Inaudible.

- LE PRESIDENT.- Vous savez, le chemin des grandes décisions politiques est souvent parsemé

d'embûches, mais l'alliance est la démarche des pays démocratiques, pour la plupart d'entre eux unis dans une alliance atlantique ` alliance elle-même militaire ` alliance atlantique ` défensive, je suppose que beaucoup de points d'accords, fondamentaux sont réunis. Mais je ne vois pas pourquoi, a priori, en raison de je ne sais quelle harmonie préétablie par je ne sais qui, il faudrait s'aligner sur les intentions ou les souhaits de chacun. Il n'y a pas de raison.\

QUESTION.- En fin de compte, vous quittez Bonn assez content ?

- LE PRESIDENT.- Non, j'aurais préféré que la plupart pensent comme moi.

- QUESTION.- Comment cela se passera au -plan des négociations commerciales ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez en novembre une réunion du Gatt, qui, de toutes façons, a, indépendamment de ces débats, été prévue, c'est la marche normale du Gatt. De toutes façons, le Gatt est saisi d'une demande de "round" conférence commerciale mondiale qui compte, je crois, 90 pays. De toutes façons, ces démarches peuvent continuer avec mon total accord. Ce que je n'ai pas voulu, c'est préjuger ce qui commencent toujours, dans ces institutions-là, par la - recherche du plus vaste consentement possible. Voilà la démarche. Donc, les travaux en vue de la réunion de ce round vont se poursuivre. Mais, qui sait si la méthode que j'ai préconisée n'aurait pas quand même raccourci le chemin ? Je ne suis pas prophète, je ne sais pas si les délibérations qui auront lieu entre les 90 permettront une ouverture réelle en 1986 des négociations. Je n'en sais rien. Peut-être pas. Mais pour les trois raisons que j'ai dites, le Marché commun agricole, donc l'Europe, l'approbation ou du moins la consultation préalable du tiers monde par les pays participants et la démarche monétaire, cela ne me paraissait pas suffisamment avancé pour permettre de dire : on se réunit pour parler de cela.

- QUESTION.- (Inaudible).

- LE PRESIDENT.- Je suis tout à fait d'accord avec ce que le président de la Commission européenne, M. Delors, en a dit, ce qui a d'ailleurs été communiqué aujourd'hui même. Il n'y a pas de dissentiment entre nous.\

QUESTION.- Je vous pose une question sur la déclaration politique, et particulièrement la section qui marquait le 40ème anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

- LE PRESIDENT.- Vous m'avez demandé de donner une note de littérature, de philosophie, à ce document. C'est toujours difficile à rédiger quand il a tant de personnes, c'est déjà difficile quand on est tout seul ! Chacun a son genre. C'est vrai, je ne sais pas quel exemple trouver. Je n'écris pas comme Flaubert, et Mme Thatcher n'écrit certainement pas comme Dickens. Alors, banaliser, c'est quand même très important, 40 ans après, que des pays qui se sont si cruellement combattus puissent, après la lente démarche qui a commencé par la construction de l'Europe et par la réconciliation franco - allemande, c'est vraiment remarquable qu'ils puissent se trouver ensemble pour sanctionner par des déclarations solennelles leur amitié, leur coopération, leur entente sur l'essentiel. L'essentiel étant affaire de civilisation. Quand ce n'est pas tout simplement une affaire de système politique, en l'occurrence de démocratie. Cela n'est pas négligeable du tout. Ce n'est jamais banal. Pour moi, cela ne le sera jamais.

- C'était émouvant de penser que ces mots ont pu être prononcés ou écrits à Bonn, en Allemagne, sous la présidence du Chancelier allemand, l'Allemagne ayant autour d'elle ses amis. Et pourtant que de drames. Non, je ne crains pas la banalisation. Et la rédaction me paraît plutôt bonne, sous réserve de ce que j'ai dit pour commencer. On pourrait se faire plus exigeant. Non, j'en suis satisfait, c'est pour cela que je l'ai adoptée. Vous avez pu observer que cette résolution initiale a limité son objet à quelques pétitions de principe et à quelques considérations politiques, mais pas à beaucoup, puisque le débat lui-même, celui de Bonn, ne commençait qu'après. Je me réjouis que ce document ait pu être accepté à l'unanimité et sans vraies difficultés.

- On a éliminé de ce débat beaucoup de propositions, car, très rapidement, cette déclaration initiale aurait examiné, recouvert, tout le champ des questions politiques qui se posent sur la surface du globe. Alors que la sagesse était, par -rapport à l'objet même de cette déclaration du 10ème anniversaire de la fin de la guerre, d'examiner les conséquences entre nous, pays belligérants, mais aujourd'hui amis, les conséquences qui auraient pu être évitées par la sagesse des hommes. Nous n'avons pas voulu reprendre à notre compte des analyses sur tous les conflits qui se posent le monde. C'était cela, la discussion qui a eu lieu à Bonn.\

qui occupent la terre. C'était cela la discussion qui a eu lieu à Bonn.\

QUESTION.- Monsieur le Président, permettez-moi de revenir sur le Nicaragua. Que pensez-vous du fait que le Président Reagan ait annoncé les sanctions sur le sol européen ?

- LE PRESIDENT.- Ce monsieur m'a pratiquement déjà posé la question. M. Reagan parle comme il veut, là où il veut. Sur le fond, vous connaissez ma position, mais je ne crois pas que ce soit la meilleure méthode.

- QUESTION.- Est-ce que la France est prête à venir en aide au Nicaragua pour suppléer au défaut du commerce avec les Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- J'ai posé le problème en termes ambitieux. Le Nicaragua ne se trouve pas exactement dans la zone où s'exerce habituellement le commerce français. La France a déjà été secourable pour le Nicaragua en diverses circonstances et n'a pas l'intention de renoncer à tout ce qui sera de l'ordre de l'assistance, c'est-à-dire humanitaire, éducative. Bref, la France ne se sent pas engagée par quelque embargo que ce soit. Mais notre démarche doit être prudente. Il s'agit là de la décision d'un grand pays souverain, les Etats-Unis d'Amérique. Nous devons faire appel à toutes les ressources de notre raison, pour expliquer et dire, sans aucun esprit agressif, mais de la façon la plus claire, que telle n'est pas la démarche que nous approuvons.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pensez que les orientations qui ont été fixées au cours de ce sommet permettent d'espérer vraiment une amélioration de la situation économique mondiale ? C'est un peu l'objet de ce sommet en principe.

- LE PRESIDENT.- Oui, mais pas autant que je ne l'aurais souhaité. On a chacun son point de vue. Et vous avez raison : chacune de ces rencontres apporte un peu moins que ce qui était nécessaire. Elle apporte plus que si elle avait pas eu lieu. Mais l'air de "Monsieur Tant pis" et Monsieur Tant Mieux", le verre vide, le verre plein, à chacun selon sa conscience.

- QUESTION.- Si vous aviez à donner une note à ce sommet, est-ce qu'il aurait la moyenne ?

- LE PRESIDENT.- Il n'est pas en dessous. Disons que le plus paisible, ce qui est un hommage à rendre à la puissance invitante, a été celui de Londres, l'année dernière. Comme quoi, c'est excellent quand Mme Thatcher préside. Mais à chaque sommet, Ottawa, Versailles, Williamsburg, Londres quand même, Bonn, on a discuté ferme. Mais cela vous paraît-il surprenant ? De grands pays responsables doivent analyser les questions avec la plus grande rigueur. D'ailleurs, cette démarche est démocratique.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pouvez préciser ce que vous avez dit sur la controverse entre M. Genscher et M. Kohl sur votre projet Eureka ?

- LE PRESIDENT.- Je faisais -état de discussions, déjà un peu anciennes, qui ont précédé le sommet de Bonn. Je veux dire que lorsque notre ministre des relations extérieures a fait connaître publiquement le projet Eureka, c'était après des échanges de vue directs et téléphoniques nombreux avec M. Genscher, qui, lui-même, avait commencé de faire connaître ce projet. Si bien que cela a vraiment été fait en accord intime ?

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez des indications selon lesquelles les Etats-Unis, malgré la position officielle de la France, ont sollicité déjà la coopération des firmes françaises dans le -cadre du programme IDS `initiative de défense stratégique` ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas au courant, je l'ignore. Pour l'instant, il m'a semblé apercevoir que cette demande était adressée aux pays, donc aux chefs d'état et de gouvernement de ces pays. Mais pour le reste, je ne sais pas. Je me tiendrai informé.

- QUESTION.- (Inaudible).

- LE PRESIDENT.- Si cela peut-être la même, ce sera excellent. Si cela doit être différent, parce que les buts ne seraient pas les mêmes, cela sera précisé. Vous savez, on découvre la réalité à mesure qu'on avance, on croit voir une plaine avec un terrain plat, on prend de bonnes chaussures, puis on s'aperçoit, surtout quand on est à bicyclette, qu'il y a des faux plats, ce sont les pires. Si vous avez essayé, cela casse les jambes. Disons que nous sommes dans des périodes de faux plats. Mais ne concluons pas de cet échange de vue, c'est normal du côté de la presse, des journalistes, qu'ils mettent l'accent sur ce qui leur paraît le plus original, le plus nouveau, le plus différent. C'est normal. A charge en effet, ensuite, à ces journalistes, à ces écrivains, lorsqu'ils écrivent leurs articles, de faire rentrer dans leurs analyses tout les éléments du

problème. Et au moment où ils interrogent leurs responsables politiques, ils trouvent juste de mettre l'accent sur ces points difficiles. Une fois que c'est fait, retournons tout de même à l'essentiel.\

L'essentiel, c'est qu'il y a quelques grands pays puissants industriellement et pour un grand nombre d'entre eux, l'essentiel c'est qu'il y ait, sur le -plan de leur sécurité, la volonté de poursuivre un dialogue constant. Il ne faut pas oublier cela. Bref, ce qui unit est plus fort que ce qui sépare. Constatons-le, pour ne pas verser dans le pessimisme, dès lors que sur un point, fut-il fort important, et c'est le cas, ou même deux points - les négociations commerciales avec l'additif monétaire et, bien que la discussion n'ait pas vraiment eu lieu, l'initiative stratégique américaine `IDS` - il y a des divergences. Et c'est bien vrai, sur ces deux points il y a des divergences. Et sur d'autres encore : l'idée que nous nous faisons de la rapidité des démarches sur la Namibie... Mais le Nicaragua n'était pas à l'ordre du jour. Il s'y est mis tout seul, si j'ose dire, pas le Nicaragua, mais la déclaration qui a précédé. Là-dessus je n'ai pas pu cacher que si j'avais été consulté, je l'aurais déconseillée.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez été déçu de la présidence du Chancelier Kohl ?

- LE PRESIDENT.- Pas du tout, il a très bien présidé, très bien préparé.

- QUESTION.- Dans la déclaration politique, il y a des considérations rétrospectives, mais aussi une vision prospective sur la réunification allemande. Est-ce que je peux vous demander ce que vous en pensez ?

- LE PRESIDENT.- Il y a eu d'ailleurs un bout de phrase là-dessus, dans la première déclaration politique adoptée au début de ce sommet. Toute réunification qui serait réalisée par des voies pacifiques, et de façon démocratique, s'imposerait d'elle-même. Mais vous savez bien que les problèmes ne se posent pas à l'heure actuelle exactement comme cela.\